

LOI TRAVAIL, CA SUFFIT ! 4 MOIS APRES, ON VEUT TOUJOURS SON RETRAIT !

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT GUYANCOURT 23 / 06 / 2016

Contredisant le discours du gouvernement sur l'essoufflement du mouvement, la manifestation nationale du 14 juin a bien été la plus forte mobilisation depuis le début du mouvement d'opposition à la « Loi Travail ». Depuis maintenant plus de trois mois, ce mouvement profond et durable s'oppose au gouvernement, résiste à la répression et aux violences policières, à la désinformation et à la propagande et il a su déjouer les tentatives de division et le chantage à l'Euro de foot. Ne reculant devant aucune provocation, Hollande s'est même payé le culot d'affirmer : « *Il faut savoir arrêter une grève* »... sans même envisager de retirer sa loi !

Après avoir imposé les lois Macron et Rebsamen, les accords de compétitivité et le CICE, le gouvernement et le patronat pensaient pouvoir profiter de l'État d'urgence pour asséner un coup fatal au Code du travail. C'est raté !

Les casseurs sont au gouvernement

60% de la population soutient le mouvement contre la loi Travail. Les membres du gouvernement sont pris à partie partout où ils vont, si bien qu'ils ne font plus les malins qu'à la télé. Mais le gouvernement prétend maintenant interdire les manifestations ! Le prétexte est la présence de quelques centaines de "casseurs" parmi des centaines de milliers de manifestants. Le gouvernement s'indigne des vitres brisées de l'hôpital Necker. Non, l'hôpital public ne souffre pas de quelques bris de verre mais des multiples coupes budgétaires !

C'est bien contre cette politique, qui casse les services publics, qui casse nos vies, qui pille les richesses que nous produisons, que la mobilisation s'est massivement développée.

Le 23 juin et après, continuer la lutte jusqu'au retrait

Depuis 4 mois, la classe ouvrière et la jeunesse reprennent du souffle, reprennent confiance dans la force du nombre. Le gouvernement a lâché quelques garanties aux secteurs les plus

mobilisés : les raffineurs, les routiers, les cheminots. Mais il n'a pas lâché sur l'essentiel, l'inversion de la hiérarchie des normes.

Le gouvernement et le patronat comptent sur l'Euro et l'été pour stopper la mobilisation. Montrons-lui que nous aurons le dernier mot ! Deux journées de grève et de manifestations interprofessionnelles et intersyndicales sont prévues les 23 et 28 juin. Le gouvernement devra attendre fin août ou début septembre pour promulguer la loi. Nous avons donc encore des semaines pour lui pourrir la vie, en continuant les grèves, les manifestations, les rassemblements, les débats.

Ce pouvoir n'est pas légitime

Le 49-3, la force de la répression policière, les interdictions de manifester, les assignations à résidence et enfin la volonté d'accélérer le plus possible le vote final de la loi, montrent que le déni de démocratie de ce gouvernement est sans limite.

Hollande, Valls et le patronat ne sont pas légitimes pour diriger la société, mais ce sont eux qui font les lois ! C'est aux exploités de prendre leurs affaires en main.

Alors, aucune hésitation : il faut faire tomber ce gouvernement qui ne nous représente pas, parce qu'il est au service exclusif des grands patrons. Nous sommes une majorité qui ne veut plus de ce système, basé sur les profits et l'exploitation, ni de ceux qui la défendent. Il est temps de mettre en avant une autre façon de gouverner et de faire fonctionner la

société.

Celle qui permettra enfin de faire respecter les libertés démocratiques et de mettre en place un gouvernement déterminé à satisfaire les besoins du plus grand nombre, un gouvernement des travailleurs au service des travailleurs !



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



LA LOI TRAVAIL, CE N'EST PAS JUSTE L'ARTICLE 2

Modifier l'article 2 de la loi El Khomri, lequel prévoit «l'inversion de la hiérarchie des normes», c'est-à-dire la primauté des accords d'entreprise sur les accords de branche, c'est une porte de sortie qu'évoquent certains membres du gouvernement pour que le reste de la loi passe. Sauf que...le reste ne vaut pas mieux. Par exemple, le temps de travail sera modulé sur 3 ans, les heures complémentaires des temps partiels seront moins payées, une mesure pourra être imposée par référendum contre l'avis de 70% des syndicats, sous la pression du chantage à l'emploi ou à la délocalisation, les licenciements économiques facilités, avec pour motif une simple baisse des commandes ou du chiffre d'affaire et les indemnités diminuées. Les horaires de travail pourront être modifiés 3 jours à l'avance. Et bien d'autres mesures inacceptables. Alors, avec ou sans l'article 2, c'est le retrait de toute la loi Travail que nous voulons.

DE BETTER PLACE A OPEN INNOVATION LAB

En 2007, juste avant l'éclatement de la bulle financière, était créée une start-up du nom de Better Place à capitaux israélo-américains, en vantant le système « quickdrop » (stations robotisées de changement rapide de batteries de voitures électriques). Notre PDG visionnaire s'était lancé dans l'aventure. Mais en 2013, Better Place, partenaire de Renault faisait faillite : un fiasco lamentable, où 850 millions de dollars sont partis en fumée. Mais Ghosn récidive en inaugurant un « open innovation lab » de recherche pour les voitures électriques...en Israël, « le top 5 des écosystèmes favorables pour les start-up ». Le potentiel de ces start-up est surévalué, comme Ghosn surévalue le marché de la voiture électrique. En réalité, on dirait que ce qui compte avant tout, c'est l'effet d'annonce pour rebooster le cours des actions.

POUR LE RESPECT DU DROIT DE MANIFESTER

Le gouvernement a interdit la manifestation d'aujourd'hui à Paris, avant de reculer partiellement hier. Cette interdiction d'une manifestation syndicale est une première depuis... la guerre d'Algérie. Avec l'état d'urgence et le 49-3, le gouvernement utilise donc toute la panoplie des mesures les plus antidémocratiques de la V^{ème} République, des **mesures de guerre sociale**. Ultra minoritaire, complètement illégitime aux yeux des travailleurs et de la population, il ne voit pour faire passer sa loi que le coup de force et empêcher les manifestations, qui continuent à exercer leur pression. Les jeunes, les cheminots, les raffineurs et d'autres secteurs se sont mobilisés les uns après les autres. Grève générale, pour dégager tous ensemble ce gouvernement et sa loi !

1906-2016 : REcul SOCIAL, REcul DES LIBERTES

« Les manifestants, les chômeurs, ne circuleront à aucun prix, en dehors du rayon que nous leur assignons » (M. Lépine, préfet de police du gouvernement Clémenceau, 27/04/1906).

EURO DE FOOT : LE TRIO GAGNANT

La production de grands spectacles sportifs, comme toute activité économique dans le monde capitaliste, est avant tout une affaire de business : l'objectif est de produire du cash. L'Euro est une poule aux oeufs d'or, avec un trio de gagnants, quoi qu'il arrive. D'abord les géants du BTP (Bouygues, Eiffage...) : construction et rénovation de stades se paient au

prix fort. Avec des contrats qui ruinent les collectivités. Ensuite les équipementiers (Nike, Adidas, Puma...) : sponsoriser la compétition assure des retombées énormes en termes de ventes. Gros profits assurés sur le dos des salariés chinois ou autres qui fabriquent baskets et maillots pour des salaires de misère. Dans ce trio gagnant enfin, l'UEFA : 1,9 milliard d'€ de recettes (billetterie, sponsoring, droits de retransmission). Sans compter ce cadeau énorme : l'exonération d'impôts sur les recettes liées à l'organisation de la compétition.



PSA MULHOUSE : NCS, LOI TRAVAIL, A LA POUBELLE !

1000 grévistes le 26 mai, 400 le 31 mai, 600 le 14 juin à PSA Mulhouse contre le nouvel accord de compétitivité NCS2. Pire que la loi travail, puisque celle-ci s'attaque aux majorations des heures sup alors que PSA ne paierait plus les heures effectuées samedi ou dimanche. Les travailleurs de nuit perdraient 300 à 400 €. Après des premiers reculs sur le travail obligatoire le samedi après-midi, la mobilisation continue. Chaque débrayage finit par une assemblée générale. Les défilés dans les ateliers se font aux cris de « NCS1, NCS2, à la poubelle ! » ou « loi El Khomri, précarité à vie, de cette société-là on n'en veut pas ! ». A Renault ou PSA, les accords de compétitivité et la loi travail, c'est non !

QUI SOUTIENT LA LOI TRAVAIL ?

Le plus fort soutien à la loi travail, c'est la CFDT, dont le secrétaire général a déclaré : « Le retrait serait inacceptable ». Ce 14 juin, au TCR, la CGT distribuait un tract avec SUD pour exiger justement le retrait de la loi travail. Mais le 17 juin, aux élections CHSCT, des délégués CGT du TCR ont préféré voter pour la liste CFE-CGC/CFDT plutôt que SUD. Comprenez qui pourra ...

LES FORD BORDEAUX S'INVITENT AUX 24H DU MANS

Déployant une banderole "Ford Bordeaux, usine en danger, sauvons les emplois" et criant "on veut du boulot pas du baratin", plusieurs dizaines de salariés de Ford, dont Philippe Poutou, candidat pour 2017 ont envahi le stand Ford. Le public, étonné, était plutôt solidaire : "vous avez bien raison", "ne vous laissez pas faire". Pas de média, évidemment.

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt

23 juin 2016